

AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ

Marché public de services

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Acheteur public : État / Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon 975

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage : Direction de la Cohésion Sociale, du Travail, de l'Emploi et de la Population de Saint-Pierre et Miquelon 975

Boulevard Port en Bessin, BP 4212

97500 Saint-Pierre et Miquelon

Téléphone : 05 08 55 19 60

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'opération de rénovation et d'aménagement des nouveaux espaces de travail de la DCSTEP dans les locaux de la Poste SPM 975

Type de marché de services :

Classification CPV : 71000000 - Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection.

Lieu d'exécution : Bâtiment dit « La Post » à Saint-Pierre (97500)

L'avis implique : un marché public (procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP)

PROCÉDURES

Type de procédure :

procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP)

Conditions de délai :

Date limite de réception des offres : 19 décembre 2025 à 12h30 heure SPM

Délai minimum de validité des offres : 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'opération de rénovation et d'aménagement des nouveaux espaces de travail de la DCSTEP dans les locaux de la Poste SPM 975

Description

la présente consultation concerne une mission de maîtrise d'œuvre en vue de la rénovation et l'aménagement des nouveaux espaces de travail de la DCSTEP dans les locaux de la Poste SPM 975.

Cette prestation s'inscrit suite à un AAP NET 2 lancée par la Direction de la Cohésion Sociale, du Travail, de l'Emploi et de la Population de Saint-Pierre et Miquelon

Les travaux principaux envisagés par le MOA sont les suivants :

- travaux de rénovation et d'aménagement de bureaux au 1er et 2^e étage (niveau comble),
- travaux de mises aux normes des locaux,
- travaux de sécurisation

La mission confiée au MOE est constituée des éléments de missions définis dans les articles R.2431-8 à R.2431-23 du CCP et complétés dans le CCP.

Mission de base :

AVP	les études d'avant-projet mutualisant l'APS (avec l'affinement du programme réalisé par Alterea) et l'APD (avant-projet définitif), y compris établissement des dossiers d'autorisations administratives
PRO	Études de projet
AMT	Assistance à la passation des Marchés de Travaux
VISA	+ l'examen de la conformité au projet et le visa des études
SYNT	d'exécution réalisées par les entrepreneurs + la Synthèses architecturale et technique
DET	Direction d'Exécution des contrats de Travaux
AOR	Assistance aux Opérations de Réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement

Elle intègre aussi :

Déchets	les obligations relatives à la gestion des déchets de chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application
CSSI	les obligations relatives à la coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI) au sens de la norme NFS 61932. A ce titre, le MOE assure la fonction de coordonnateur SSI.

Autres éléments de mission de MOE

OPC	l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux
-----	--

Mission complémentaire intègre les obligations suivantes :

MC1	Diagnostic de l'existant et relevés
MC2	l'assistance au MOA pour la définition, la conception et la mise en œuvre de la signalétique des locaux

Les tâches essentielles qui devront être effectuées directement par le titulaire :

Architecture

Sous traitance :

Le maître d'œuvre ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché (voir RC et CCP correspondant)

Acceptation des variantes : Non
Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- Origine du financement : Budget État
- Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- Les prix seront révisables ;
- Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;
- Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

- *Clauses sociales :*
Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.
- *Clauses environnementales :*
Le présent marché public ne comprend pas de considérations environnementales

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Formulaires de la commande publique ;

* La forme juridique du candidat ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux

articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par une attestation de l'assureur ;

* Des bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Référence professionnelle et capacité technique références requises :

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

- Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français

- Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Expérience :

La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;

- Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

* Les certificats de qualité ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

- Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Preuve de l'aptitude du candidat à exercer l'activité professionnelle :

- Preuve de l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce pertinent de l'État membre dans lequel il est établi : Numéro SIRET ou numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique.

Pour l'/ les opérateur(s) économique(s) portant la compétence Architecture (Architecte(s) DPLG ou DE-HMONP) :

- Indication de l'autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l'organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné :
- Preuve de l'inscription des personnes physiques et/ou morales à un tableau régional d'architectes en vertu des dispositions des articles 9 à 12 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou tout document équivalent d'un autre État membre de l'Union Européenne.

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché.
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.
- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de 3 années seront pris en compte dans les limites fixées au paragraphe relatif aux niveau minimal exigé de capacités techniques et professionnelles figurant à l'article VI.3 Informations complémentaires du présent avis.

La prestation est réservée à une profession déterminée.

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

Pour l'/ les opérateur(s) économique(s) portant la compétence Architecture (Architecte(s) DPLG ou DE-HMONP) :

- La prestation est réservée aux personnes physiques et/ou morales inscrites à un

tableau régional d'architectes ou justifiant d'équivalences en vertu des dispositions des articles 9 à 12 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.
Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché : Oui

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :
DCSTEP - 2025 - 01

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Prestations réservées à une profession particulière - Références législatives, réglementaires ou administratives applicables : MOE ;
- * Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DCSTEP - 2025 - 01", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur
- * Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts ;
- * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".
- * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées

n'avoir jamais été reçues

* Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DCSTEP - 2025 - 01", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Saint Pierre et Miquelon

Adresse : BP 42000

Code postal : 97500 Ville : Saint-Pierre et Miquelon

Pays (autre que France) :

Téléphone : 0508411008 Télécopieur : 0508414738

Courriel :

Adresse Internet (URL) :

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

Organisme chargé des procédures de médiation :

COMITE CONSULTATIF INTERRÉGIONAL DE RÈGLEMENT AMIABLE MARCHES PUBLICS DE PARIS

5 RUE Leblanc 75911 PARIS Cedex 15

Tel. : 0182524267 – Fax : 0182524295

Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION :

21/11/25